

A Ben Gardane, le choc et la peur face au péril djihadiste

La ville frontalière de la Libye enterre ses morts après l'attaque, sans précédent en Tunisie, commise lundi 7 mars par des dizaines de combattants de l'EI

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les 36 assaillants de l'organisation Etat islamique (EI) tués dans les combats, eux, n'auront pas droit au cimetière de Sidi Khelif en cette lisière occidentale de Ben Gardane.

La terre est encore meuble du labour de tractopelles activées à la hâte. Dans la foule, chacun a tenu à prêter la main pour façonner les tombes. Barbe grise taillée et écharpe crème nouée sur la tête, Taher Abdel Kébir proclame sa fierté : « Cette attaque nous a rassemblés autour de notre Etat. Nous sommes tous unis comme les doigts d'une seule main. » Ben Gardane semble soudain avoir oublié son esprit frondeur, son syndrome victimaire, sa propension à dénoncer les complots de Tunis, cette arrogance du Nord contre un Sud négligé. Ben Gardane, la capitale de la contrebande avec la Libye, économie de survie face à l'abandon, communie aujourd'hui dans un loyalisme ostentatoire.

Les « terroristes » auraient-ils donc échoué le 7 mars au point de ressouder un pays malade de sa fracture Nord-Sud ? Voire. Il ne faut pas gratter longtemps l'apparence pour voir resurgir les vieilles blessures : « Pourquoi le président Beji Caïd Essebsi n'est-il pas venu à Ben Gardane nous témoigner son soutien ? », interroge dans un sourire amer Abdesslem Mansouri, le cousin d'un douanier « martyr ».

DES ASSAILLANTS TOUJOURS EN FUITE

De cette matinée de braise, il reste à proximité du cimetière ces impacts de balles le long du mur blanc de la caserne militaire de Jalal, le minaret grêlé d'éclats de la mosquée attenante et, surtout, ces rues désespérément vides. Les rideaux de fer sont baissés. Les forces de l'ordre sont partout, véhicules blindés et hommes à cagoule, arme au poing. On ne sait jamais, des assaillants sont toujours en fuite, le danger continue de guetter. Depuis mardi, dix autres djihadistes et un soldat ont été tués autour de Ben Gardane lors d'opérations de ratissage, portant le bilan des affrontements à 66 morts en trois jours. La tension est telle qu'une folle rumeur a semé la panique à la fin des funérailles au cimetière Sidi Khelif. On s'est fébrilement blottis contre un muret ou sous un olivier.

Cette électricité toujours dans l'air dit ce qu'est Ben Gardane aujourd'hui, une ville reconquise aux « terroristes » mais à la mémoire encore trop inquiète. Car ces événements du 7 mars furent tout simplement énormes. La Tunisie n'avait pas connu de tentative d'insurrection armée de ce type depuis

le « coup de Gafsa » de janvier 1980, quand 300 Tunisiens armés par la Libye de Mouammar Kadhafi avaient pris d'assaut cette cité minière du Sud. Vingt-six ans plus tard, ce sont des djihadistes se réclamant de l'EI qui s'essayaient à ce genre d'opérations militaires.

Et la nouveauté ne tient pas qu'à l'attaque coordonnée au petit matin des trois sièges emblématiques de la sécurité de l'Etat – la caserne de l'armée de Jalal, le quartier général de la Garde nationale et un poste de police –

par des commandos rassemblant, selon différentes estimations, entre 60 et 100 hommes armés. Le fait inédit, c'est qu'il y a bien eu un projet de conquête mêlant actions militaires et soulèvement politique. Ben Gardane proclamée siège de la « wilaya Tounes » (« province de Tunisie ») de l'EI en Afrique du nord ? Telle était l'ambition vraisemblable de ce 7 mars.

Tous les témoignages des habitants convergent : les assaillants ont bel et bien tenté de rallier le soutien de la population en complétant des assauts proprement militaires contre les symboles de l'Etat. Atri Salem se souvient : « Ils sont passés dans ma rue. Ils criaient : "Ouvrez vos boutiques. On est venus vous libérer du gouvernement qui vous opprime." » Ils étaient souvent munis de mégaphones. Un autre habitant, Taher, abonde : « J'ai vu douze hommes à pied. Ils nous ont dit : "Salam ! Ne vous inquiétez pas, on ne va pas vous toucher." »

L'étonnant, dans cette Tunisie soumise au danger djihadiste depuis une dizaine d'années mais avec une escalade depuis la révolution démocratique de 2011, c'est que ce type de groupe ait eu le loisir d'établir des points de contrôle dans plusieurs endroits de la ville. Il y en aurait eu, selon les témoignages, entre deux et quatre. Tous convergent pour citer les ronds-points Labbaïche et de Sayah comme les deux principales bases où les hommes de l'EI ont contrôlé les identités des passants sur une période s'échelonnant entre une demi-heure et une heure trente.

Un jeune homme, qui préfère conserver l'anonymat, témoigne : « J'ai été arrêté au rond-point de Labbaïche. Ils étaient sept : un cagoulé qui était de Ben Gardane et six autres au visage découvert qui s'exprimaient avec des accents algériens et libyens. Ils nous ont dit : "N'ayez pas peur, vous êtes nos frères, on ne cherche que les agents de l'Etat." Mais je n'avais pas mes papiers sur moi. Nous étions une vingtaine de passants dans ce cas. On a

dû attendre vingt minutes les mains posées contre un mur. Ils laissaient passer ceux qui présentaient leur carte d'identité. »

Les agents du pouvoir « taghout » (« tyran ») sont soumis, eux, à un tout autre traitement. Houcine Mansouri était l'un d'eux. Il était un adjudant-chef des douanes, un secteur hautement stratégique en cette ville frontalière. « Dès qu'il a pris connaissance des combats, il est sorti voir en voiture, accompagné d'un ami, raconte son frère Ali Mansouri. Ils ont été arrêtés à un barrage de Daech [acronyme arabe de l'EI]. Ils avaient un projecteur braqué sur eux. Un homme avec l'accent libyen lui a demandé de descendre et de présenter sa carte d'identité. Houcine ne l'avait pas sur lui. Un autre homme de Daech, un Tunisien de Ben Gardane celui-là, l'a reconnu. Mon frère a essayé de fuir mais il a été abattu. »

Dans cette traque aux agents de sécurité, les assaillants originaires de Ben Gardane, archétypes de ces jeunes Tunisiens partis rejoindre l'EI en Syrie ou en Libye, ont donc joué un rôle déterminant. Selon Mustapha Abdel Kébir, le directeur pour le Sud tunisien de l'Institut arabe des droits de l'homme, « la centaine d'assaillants comprenaient environ 90 Tunisiens dont une trentaine étaient de Ben Gardane ».

ÉCHANGE DE COUPS DE FEU

Ces trente-là connaissent la ville par le menu, ses ruelles, ses personnalités. C'est ainsi qu'ils sont remontés jusqu'à Abdelaati Abdel Kébir, le chef de la brigade antiterroriste de Ben Gardane, un jeune officier de 33 ans à la brillante carrière. Et sa carrière, c'était principalement de chasser les djihadistes de cette région où ils transitent en nombre. Abdelaati Abdel Kébir a été tué au petit matin du 7 mars près de son domicile. Il fallait vraiment savoir où il habitait, car le lotissement où la famille élargie s'éparpille sur plusieurs maisons est situé à l'orée de la ville.

Un de ses frères montre le mur de ciment nu où M. Abdel Kébir s'est effondré, le corps criblé de balles. L'officier s'était réfugié là, dans la cour de la maison de son oncle, afin d'échapper à un commando de six hommes lancés à sa poursuite. Ils avaient surgi à bord d'une Toyota. Dans l'échange de coups de feu, M. Abdel Kébir aura eu le temps d'en tuer deux. Il les connaissait. Ils le connaissaient. « Il les avait déjà arrêtés, témoigne son frère. Mais ils avaient ensuite été libérés. Ils sont venus prendre leur revanche. » A Ben Gardane, l'EI a pu tuer certains « taghout » emblématiques à défaut d'avoir réussi à soulever la population. La « wilaya Tounes » de l'EI a avorté.

Mais ces lendemains du 7 mars sont décidément amers. ■

FRÉDÉRIC BOBIN
(BEN GARDANE, ENVOYÉ SPÉCIAL)

**PARMI LES
ASSAILLANTS,
TRENTE JEUNES
DE LA VILLE.
CEUX-LÀ**

**CONNAISSAIENT
L'ENDROIT PAR LE
MENU, SES RUELLES,
SES PERSONNALITÉS**

